

GT de l'UPAP sur la Rémunération
Modifications apportées à la
Convention au Congrès de Dubaï
(Frais terminaux)
19 janvier 2026

Principales nouveautés du système de rémunération de l'UPU pour la période 2026-2029

- Nouvelle classification des pays et territoires pour la rémunération Rémunération (courrier postal – colis postaux – services supplémentaires)
- Séparation par format (P, G, E).
- À partir de 2027 : séparation par contenu (documents vs petits paquets).
- Comment se désinscrire du service des colis postaux.

Classification des pays et territoires pour les dispositions relatives à la rémunération

Afin d'appliquer les règles relatives au paiement de la rémunération par les pays et territoires des opérateurs désignés, sont regroupés comme suit :

<i>Année d'adhésion au système cible</i>	<i>Résolution C 13/2021</i>	<i>C 4/2025</i>
Avant 2010	Groupe I	Groupe A
2010 et 2012	Groupe II	Groupe B
2016	Groupe III	
Système de transition	Groupe IV	Groupe C

Seuils, échantillonnage, structure tarifaire

- ❑ Les flux sortants des pays du groupe C sont soumis à des taux planchers pour les volumes (documents et marchandises) jusqu'à 75 tonnes
- ❑ Pas de séparation des formats en 2026 et taux total par kg de 6,472 DTS/kg pour les flux inférieurs à 75 tonnes pour les pays du groupe C
- ❑ À partir de 2027, les flux supérieurs à 15 tonnes doivent être séparés :

Dépêches

• **Documents (format P & G)**

Dépêches

• **Petits paquets (format E)**

Débit volumique (total)	Moins de 15 tonnes	Entre 15 et 75 tonnes			Supérieur à 75 tonnes		
		Documents	Marchandises	Mélangés ³	Documents	Marchandises	
Documents/marc handises séparés	Mélangés						
Débit (documents/marchan disés)	n/a	n/a	n/a	n/a	≤ 25 tonnes	> 25 tonnes	tout
IPK	9,06	24,06	2027 : IPK 3,66 ≥ 2028 : recensement ¹	9,06 ou échantillonné	24,06	échantillonné	recensemen t ou échantillonn é

Si le flux envoyé par un pays du groupe C dépasse 15 tonnes et que les envois de correspondance ne sont pas séparés en fonction de leur contenu, les dispositions de l'alinéa 6.3.1 et de l'article 30.1.5.6.1 ne s'appliquent pas.

Tarifs des envois contenant des documents

- ❑ **Les flux sortants des pays du groupe C sont soumis à des tarifs minimaux pour les volumes (documents et marchandises) jusqu'à 75 tonnes.**
- ❑ Sur la base de l'étude sur l'« Envoi par kilogramme » du 24 juin, le tarif total minimum et maximum par kg pour le courrier non échantillonné (P/G)
- ❑ S'applique en dessous du seuil d'échantillonnage de 25 tonnes (flux de documents uniquement)

Année	Taux total par kg	
	<u>Minimum</u>	Maximum
2026	<u>10,991</u>	15,072
2027	<u>11,497</u>	16,191
2028	<u>12,008</u>	17,404
2029	<u>12,549</u>	18,710
2030	<u>13,120</u>	20,113

- ❑ **Aucun pays du groupe A ou B n'a le droit de demander aux pays du groupe C de payer les taux maximaux. Sauf dans le cas où un pays du groupe C ne respecte pas le seuil de séparation du contenu, qui est de 15 tonnes par liaison.**

Pour les pays du groupe C Tarifs des envois contenant des marchandises petits paquets du format E

- ❑ En 2026, le taux total par kg est de 6,472 DTS/kg pour les flux inférieurs à 75 t
- ❑ En 2027, le tarif de 5,058 DTS par kilogramme s'appliquera aux petits colis (E) de la poste courrier.
- ❑ Lorsque le flux postal total est inférieur à 75 tonnes, mais supérieur aux seuils de volume prévus à l'article 29.6, les tarifs suivants s'appliquent aux flux de petits paquets (E) du groupe C :

1- Par envoi /KG

Année	Par envoi	Par kg
2028	0,895	2,012
2029	0,953	2,103
2030	0,977	2,198

2- Tarif forfaitaire

Année	Tarif forfaitaire
	Kg
2027	6,767
2028	7,071
2029	7,389
2030	7,724

Article 29 - 6

Frais terminaux. Dispositions générales

- ☐ **À partir de 2027, pour les flux supérieurs à 15 tonnes, les envois de la poste aux lettres seront triés en fonction de leur contenu, en créant des dépêches pour les envois contenant des documents (formats P et G) et les petits paquets (E) des envois de la poste aux lettres.**

NB:

Aucun pays des groupes A ou B n'a le droit de demander aux pays du groupe C de payer les tarifs maximum pour les formats P&G ou E. Sauf dans le cas où un pays du groupe C ne respecte pas le seuil de séparation des contenus, qui est supérieur à 15 tonnes par liaison.

Rémunération des envois contenant des marchandises (petits paquets)

Modèle de rémunération des petits paquets

➤ **Pour 2026**, application de la méthodologie actuelle :

- tarifs linéarisés pour les documents d'un poids de 273 g
- ratio envoi/kilogramme de 44,5 %
- Chiffre d'affaires calculé pour un article de 273 g sur la base de ces taux
- Plancher augmenté de 4,5 % - Plafond augmenté de 10 %

1- Par article /KG

Année	Taux planchers		Taux plafonds	
	Article	kg	Article	kg
2026	0,819	1,842	1,265	2,884

2- Taux forfaitaire

Année	Forfait
	kg
2026	6,472

Taux des petits paquets **À partir de 2027**

Protection avec taux planchers minimum :

- Augmentation annuelle de 4,5 %
- Les taux planchers s'appliquent si les recettes planchers (273 g) dépassent la plus faible des deux recettes (taux plafond et recettes de l'année précédente avec augmentation annuelle maximale).

Taux minimum pour les petits paquets (2026-2030)

<i>Année</i>	<i>Taux minimum</i>	
	<i>Envoi</i>	<i>Kg</i>
2027	0,856	1,925
2028	0,895	2,012
2029	0,935	2,103
2030	0,977	2,198

À partir de 2027 – Groupe C

En cas de tarifs intérieurs inférieurs aux coûts, les pays du groupe C peuvent demander une augmentation du rapport coûts/tarifs reflétant les coûts réels par rapport aux tarifs intérieurs (règles de calcul telles que définies à l'article 30-01) :

- a) Revenu moyen calculé pour les petits paquets – sur la base de 11 points de poids (20 – 35 – 75 – 175 – 250 – 375 – 500 – 750 – 1000 – 1500 – 2000) à 273 grammes
- b) Coûts estimés d'un service de petits paquets de 273 grammes sur la base de relations causales identifiées de manière fiable – méthodologie de calcul des coûts utilisée par l'autorité compétente
- c) Calculer le rapport (b) sur (a) coût sur tarif
- d) Le rapport coût/tarif résultant sous c) pour remplacer le rapport coût/tarif de 70 %.

Rémunération des envois contenant des marchandises (colis)

Disposition d'exemption (pays du groupe C) **À partir de 2027**

Les opérateurs désignés du groupe C peuvent choisir (opt-out) **de ne pas fournir les tarifs nationaux** au Bureau international (à condition d'en informer par écrit l'autorité compétente).

S'ils choisissent de ne pas participer :

Leurs tarifs de rémunération pour les colis sont déterminés par les **tarifs minimum** spécifiés dans le Règlement (**à soumettre par écrit au Bureau international avant le 1er mai de l'année précédant l'année au cours de laquelle les tarifs entrent en vigueur**).

Principales caractéristiques de l'option de non-participation

Application de 100 % des Tarifs intérieurs 2026 complets pour 2027 (bonus inclus) avec une augmentation annuelle de 4,5 %.

Autodéclaration possible en dessous du plafond de recettes

Restrictions : les Tarifs intérieurs opt-out ne peuvent dépasser 161 % des taux plancher afin de limiter les valeurs aberrantes.

Les règles relatives à l'augmentation annuelle maximale de 20 % et à la diminution de 10 % ne s'appliquent pas à cette option

Une déduction de 0,500 DTS peut être récupérée en fournissant **un suivi**

Supplément pour la **preuve de livraison (POD)**

Si l'OD ne déclare pas à temps son statut OPT OUT, les
taux minimums **(colis) s'appliqueront**

Tarifs pour les colis (2026-2030)

<i>Année</i>	<i>Tarifs minimums (DTS)</i>		
	<i>Envoi</i>	<i>Kg</i>	<i>Augmentation (%)</i>
2026	2,850	0,280	0,0
2027	4,560	0,448	20 % et 40 %
2028	4,765	0,468	4,5
2029	4,979	0,489	4,5
2030	5,203	0,511	4,5

Mécanisme de gestion des tarifs de livraison EMS (2026)

Double approche :

1.Critères liés à la qualité (indicateurs clés de performance) associés à des augmentations basées sur les coûts.

2.Augmentations liées au temps (si aucune augmentation n'a été appliquée depuis ≥ 4 ans).

Dates limites de notification :

- ☐ Les augmentations proposées doivent être notifiées à l'unité EMS avant **le 31 août** de l'année précédente.
- ☐ L'unité EMS diffuse les modifications avant **le 30 septembre**.
- ☐ Les nouveaux tarifs entrent en vigueur **le 1er janvier** de l'année suivante.

Informations requises :

- Taux de livraison actuel.
- Nouveau tarif proposé.
- Raisons objectives (inflation, coûts locaux, nombre d'années écoulées depuis la dernière augmentation).
- Références officielles (indice national des prix, données sur les coûts locaux).
- Confirmation de performances satisfaisantes (Indicateurs clés de performance).

Vote sur le mécanisme de tarification de l'EMS

Points soumis au vote :

1. Approbation du mécanisme et des modifications

1. Approuver le mécanisme proposé de gestion des taux de prestation des services médicaux d'urgence (annexe 1).
2. Comprend des modifications à :
 1. l'article 18 de l'accord type EMS
 2. l'article 12.2 des procédures EMS
3. Options :
 1. ☒ Oui
 2. ☐ Non

2. Vote pour les types de base de coût

- Inflation
- Coûts de carburant
- (Les membres peuvent sélectionner un ou les deux)

3. Impact sur le vote

L'approbation de la proposition comporte les risques suivants :

Coûts opérationnels plus élevés → Les opérateurs paieront plus, ce qui réduira leurs marges.

Perte de puissance sur le marché → Les services EMS risquent de perdre des clients

Lien faible avec la qualité → les augmentations dépendent de la réalisation des objectifs de qualité, mais le mécanisme ne garantit pas une application équitable.

Pourquoi voter NON ?

Permet de maintenir l'accessibilité et l'attractivité des EMS →

Protège les opérateurs contre des augmentations de coûts inutiles.

Équité et transparence → Maintient les garanties qui empêchent les augmentations soudaines ou peu claires.

Merci